

Challenge^s

À Marseille, Castaner défend le chinois Shein et pointe les faiblesses du made in France

Christophe Castaner a défendu sa nomination comme responsable RSE de Shein. Face aux critiques sur le modèle de *fast fashion* proposé par l'enseigne chinoise, l'ancien ministre de l'Intérieur a contre-attaqué en pointant la faiblesse industrielle française.



[Anna Rousseau](#)

27 janvier 2025 à 19h09

Modifié le 27 janvier à 19h11

Manœuvre compliquée ce lundi 27 janvier au port de Marseille-Fos. [Christophe Castaner](#), son président, présentait les bons résultats annuels. C'était la première conférence de presse que l'ancien ministre de l'Intérieur tenait depuis l'annonce de sa nomination le mois dernier comme responsable RSE au sein du [groupe de fast fashion Shein](#), l'enseigne chinoise qui déferle sur le marché français.

Interrogé sur la possibilité que le port tire bénéfice de cette nouvelle position, Christophe Castaner n'a pas caché son agacement : « *L'essentiel du modèle de Shein aujourd'hui n'est pas par transport maritime, votre question n'est donc pas d'actualité* », a-t-il répondu – à raison, puisqu'actuellement les vêtements sont expédiés par avion afin de faire tourner les collections toujours plus vite. Le magazine *Forbes* estime d'ailleurs que, quotidiennement, les marchandises de Shein et Temu nécessitent l'équivalent de 88 Boeing 777.

Shein et le transport maritime : Castaner balaie les spéculations

Sauf que Shein se lance désormais dans le mobilier, qui devra très probablement transiter par bateau en raison de son poids. « *Je ne connais pas le modèle de développement futur sur ce sujet* », a rétorqué Christophe Castaner, avant de rappeler que « *pour ce qui me concerne, la société qui m'emploie en matière de conseil accompagnera le groupe sur le sujet du RSE à travers la constitution d'un fonds d'investissement de 250 millions d'euros en Europe pour développer et soutenir des projets de recherche sur les nouveaux textiles, sur les nouvelles filières de recyclage* ».

Quant à la filière du prêt-à-porter français, qui s'était émue de cette nomination, elle est renvoyée à sa faiblesse actuelle sur le marché : « *Savez-vous la part du made in France dans l'industrie du textile, de l'habillement ? Aujourd'hui, c'est 3,3 %. Savez-vous quelle était la part du made in France en 2023, quand Shein est arrivée en Europe ? Dans l'industrie textile, c'était 3,3 %. Je trouve qu'on fait porter beaucoup, beaucoup, beaucoup de responsabilités à cette entreprise qui, au fond, vient sur un marché textile qui n'est déjà plus là, qui n'est hélas déjà plus made in France.* »

Fast fashion et désindustrialisation : Castaner critique les solutions politiques

Plutôt que de pointer du doigt de nouveaux acteurs, il faudrait changer de politique : « *La problématique ne se résume pas à l'arrivée de groupes étrangers, mais plutôt à une désindustrialisation qui s'est accélérée au fil des décennies. Relocaliser des filières, investir dans l'innovation et repenser notre compétitivité sont des leviers bien plus essentiels que de simplement désigner des concurrents étrangers comme responsables.* »

À plusieurs reprises au cours de son intervention, Christophe Castaner a critiqué « *cette super tendance qui est de taxer ou d'interdire* ». Une critique qui vise une proposition de loi (émanant de Horizons et LR), adoptée à l'unanimité en première lecture à l'Assemblée nationale en mars dernier et toujours à l'étude au Sénat.

Castaner contre une nouvelle taxe qui viserait Shein

Le texte soulignait : « *Il s'agit tout d'abord d'un enjeu de lutte contre la concurrence déloyale faite aux entreprises qui font le choix d'une production textile plus durable, respectueuse de l'humain et de l'environnement. Nos territoires en sont emplis et lutter contre la fast fashion, c'est aussi les aider à se développer (...) Pour permettre cette réindustrialisation corrélée à la transition écologique et soutenir les entreprises qui portent cette ambition, il est nécessaire d'encourager des modes de consommation plus durables.* »

Christophe Castaner, lui, défend sa position au nom du pouvoir d'achat : « *Maintenant on est en train d'inventer une TVA sur les produits des plus pauvres. Moi, je trouve ça assez dégueulasse.* »